

Pourquoi le progrès n'est pas partagé par tous

Quand une nouvelle technique apparaît, elle nous semble un espoir de vie plus facile. Mais l'avion, le TGV, ne sont devenus habituels que pour les hommes d'affaires et les riches.

Aujourd'hui, la technique nous apporte le téléphone portable. C'est vrai, certaines conversations pourraient bien attendre que l'on soit près de son téléphone fixe, ou qu'on se parle de vive voix. Mais que le téléphone ne soit plus attaché à un fil, et qu'on puisse appeler des secours d'un endroit perdu, c'est un progrès, et une liberté plus grande.

Normalement, le téléphone portable devrait se répandre plus facilement que l'ancien : plus besoin de relier tous les postes avec des fils de cuivre. Les transmissions se font par des relais, des sortes de grands doigts de métal qu'on peut voir en groupes de 2 ou 3 sur des immeubles élevés. Il en faut 6 000 pour couvrir la France, un investissement d'environ 16 milliards de francs.

Oui, mais voilà. Nous sommes dans un système capitaliste. Et ce n'est pas un réseau qui est en train de se monter, mais 3, 4, 5 réseaux concurrents ! France-Télécom, Bouygues et la Générale des Eaux (SFR) se mènent la guerre sur le portable. C'est au total 40 ou 50 milliards qui seront dépensés. En prime, on aura 20 000 relais dans le paysage.

Cette concurrence coûte cher ? Très cher. Si l'un d'eux est battu, c'est 15 milliards de jetés à la poubelle. Et si les trois tiennent le coup, c'est aussi un gâchis : 30 milliards auraient pu être économisés. De quoi boucher le trou de la sécu pour 1997, ou augmenter d'un tiers les allocations versées aux chômeurs.

Déjà, France Télécom a dû abandonner deux réseaux : Mobipac (200 millions), et Bi-bop (400 millions). Qui paye ? Nous, bien sûr, avec des tarifs de communications qui restent chers. Ou bien c'est l'Etat, c'est-à-dire nous encore, par le biais de nos impôts, qui vient à leur secours, comme pour la perte de 50 milliards par le Crédit Lyonnais.

Il serait plus sage de s'entendre ? Evidemment. Mais ces gros patrons ne s'occupent pas de l'intérêt général. Si pour nous, l'argent veut dire sueur,

fatigue et privation, pour eux, c'est un instrument de puissance, une arme.

Nous voyons là très exactement pourquoi nous devons nous serrer la ceinture, à quoi va l'argent que les patrons se refusent de nous donner en salaires, et celui qu'ils économisent quand ils nous mettent en chômage : il part en fumée dans une guerre débile, qui a lieu dans tous les secteurs de l'économie.

Alors, la technique a beau avoir énormément progressé, les solutions pour vivre bien ont beau exister, tout le monde n'en profite pas. Pour en profiter, il faut pouvoir payer. Mais notre pouvoir d'achat est justement bloqué par les patrons, qui ont un besoin de plus en plus fou de se faire des trésors de guerre. C'est 100 milliards de francs que British Telecom a dépensé fin 1996 pour racheter l'américain MCI.

L'eau, le téléphone, et d'autres besoins élémentaires, devraient être gratuits aujourd'hui, tant les investissements ont été amortis, et tellement ils ont rapporté de profits. Au lieu de cela, le monde prend un chemin inhumain. Les grands qui dirigent la planète ont tout bonnement commencé à mettre une croix sur certaines populations : ceux qui ne peuvent pas payer peuvent crever. En France, les plus démunis n'auront pas accès au téléphone portable. En Afrique, ils n'ont pas de quoi se nourrir.

On pourrait tout à fait produire de la nourriture très peu chère, comme des communications téléphoniques à bas prix. Mais cela n'intéresse pas les possédants. Ce fonctionnement totalement fou, on ose l'appeler "*l'économie*" !

Les peuples de la Terre doivent se préparer à faire leur mondialisation : annuler la propriété privée des grandes entreprises, stopper ainsi la concurrence et ses gâchis, partager équitablement la propriété et les produits fabriqués entre tous les êtres humains.

30/6/1997

L'Ouvrier n° 73

ON PEUT PHOTOCOPIER, FAIRE CONNAITRE, DIFFUSER L'OUVRIER
(boîtes à lettres, marchés, affichages dans les cités)

Pour recevoir d'autres numéros, nous aider, nous écrire :
L'OUVRIER BP 64 - 94202 IVRY/SEINE CEDEX